

SUR DÉCISION DU MINISTÈRE DU COMMERCE

# «Rahmat Rabi» retiré du marché

**Le ministère du Commerce recommande aux consommateurs de «s’abstenir d’acheter le complément alimentaire dénommé RHB Rahmat Rabi».**

**Abder Bettache - Alger (Le Soir)** - Dans un communiqué rendu public, hier, le département du commerce a indiqué que par «mesure de précaution, les services du contrôle et de la répression des fraudes relevant du ministère du Commerce ont procédé au retrait de ce produit avec des prélèvements aux fins d’analyses et vérification de sa conformité». Les services du contrôle de la qualité et de la répression des fraudes «avisent que

les pharmaciens d’officine et les autres commerçants que la commercialisation ou l’utilisation de ce produit avant l’obtention des résultats d’analyses les exposent à des sanctions administratives et pénales». La sortie médiatique du ministère du Commerce se veut comme une sonnette d’alarme sur la portée «négative» de la consommation de «ce complément alimentaire, prétendument validé par les services habili-

tés, commercialisé au niveau des officines de pharmacie et recommandé pour atténuer des complications liées au diabète». D’ailleurs, dans son communiqué, le département du commerce met en garde les citoyens quant à sa consommation. Pour rappel, des sources médiatiques ont indiqué que «deux personnes diabétiques ont été hospitalisées au CHU de Constantine pour avoir arrêté leur prise d’insuline pour s’adonner au RHB, le fameux remède miracle découvert par le docteur Zaïbat». Rappelons que ce «médicament»

a été présenté l’année dernière par le chercheur Zaïbat comme étant la panacée au diabète. Une affirmation appuyée par certains médias et le ministre de Santé, Abdelmalek Boudiaf, lui-même. Face au courroux du corps médical et de larges pans de la société, le D’ Zaïbat s’est rétracté, requalifiant sa découverte de complément alimentaire. Hier, le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abdelmalek Boudiaf, a affirmé que le produit dénommé «Rahmat Rabi» est un complément alimentaire

et non un médicament pour le diabète, appelant les diabétiques à se conformer aux recommandations de leur médecin. Dans une déclaration à l’APS, M. Boudiaf a indiqué que le produit qui a fait couler beaucoup d’encre «n’est pas un médicament mais un complément alimentaire car ne répondant pas aux conditions requises par la réglementation concernant les produits pharmaceutiques», à savoir les analyses et les expériences cliniques avant l’enregistrement et l’autorisation de distribution. **A. B.**

ZONE ARABE DE LIBRE-ÉCHANGE

## L’Algérie révisera les accords commerciaux

**«Tout d’abord, il ne faut pas être négationniste en matière d’échanges économiques. Mais, nous projetons de revoir les accords commerciaux de la ZALE (zone arabe de libre-échange) et ce, compte tenu des clauses qui se trouvent même dans lesdits accords et qui stipulent que lorsqu’un pays s’estime lésé dans les échanges commerciaux, ce dernier peut demander une révision des accords et de ses modalités d’application», a indiqué le directeur des Douanes algériennes, M. Kaddour Bentahar, à une question exclusive du Soir d’Algérie sur le déséquilibre flagrant de la balance commerciale algérienne avec l’ensemble des autres pays arabes, et ce, lors de sa visite de travail et d’inspection dans la wilaya, effectuée, dans la journée de mardi dernier.**

Auparavant, le DG des douanes a entamé sa visite dans la wilaya, au niveau de la ville d’El Tarf, par l’inauguration, respectivement, du nouveau siège de l’Inspection de wilaya des douanes et d’un Célibatorium de 25 chambres disposant de toutes les commodités nécessaires.

Ensuite, la délégation a inspecté les postes frontaliers d’El Ayoun et Oum T’boul où le DG s’est enquis des conditions de travail et de vie des douaniers ainsi que des policiers des frontières (PAF). Lors de sa rencontre avec les opérateurs économiques au niveau de l’amphi du siège de la wilaya, le

DG, M. Bentahar a révélé que «son corps connaîtra des mutations profondes au cours des prochains mois avec la promotion, déjà, dans une première phase à des postes supérieurs de 720 fonctionnaires et qui sera suivie incessamment par la promotion de 1 200 autres agents dans une deuxième étape». Aussi, a-t-il martelé, «la Douane algérienne connaîtra une mise à niveau de tout son arsenal juridique afin d’être en adéquation avec toutes les mutations économiques que connaît le pays. De fait, prochainement, soit dans quelques jours, le nouveau code des douanes sera soumis au débat à l’APN». Le DG a, cependant, demandé, à l’ensemble des responsables de son corps de consolider les liens d’entente et de partenariat avec les partenaires économiques des deux secteurs à savoir étatique et privé et ce par la confection de la cartographie de tout le tissu industriel existant et en fonctionnement.

Dans le même sillage, il répondra aux préoccupations des industriels présents des wilayas d’Annaba, El Tarf et Souk Ahras sur entre autres «le règlement des achats effectués par le biais des entreprises de logistique DHL et EPS avec la mise en place de sous-traitants locaux dans les grandes villes algériennes pour faciliter la tâche aux opérateurs économiques pour l’acheminement des pièces de rechange pour leur matériel, la révision de la liste de la nomenclature des produits soumis à l’autorisation de circuler, laquelle liste sera allégée selon les spécificités de chaque wilaya frontalière et ce, par l’amendement de l’arrêté du ministère des Finances et ce, durant le mois de janvier prochain et enfin, l’octroi d’autres avantages à l’opérateur économique agréé (OEA)versé dans l’exportation de ses produits». **Daoud Allam**

PLUS DE 5 MILLIONS DE CARTES ÉLECTRONIQUES SERONT FABRIQUÉES AU COURANT DE CE MOIS

## Algérie Poste lance son e-paiement

**Algérie Poste a lancé hier son service e-paiement avec la nouvelle carte «Edahabia» ainsi qu’une plateforme numérique, regroupant toutes les prestations postales, baptisée «Baridinet» qui est aujourd’hui opérationnelle.**

**Naouel Boukir - Alger (Le Soir)** - Cette carte représente en fait «un bureau de poste virtuel». Le citoyen a désormais la possibilité d’ouvrir ou de consulter un compte CCP, de payer ses factures en ligne et de faire ses achats sur l’e-boutique d’Algérie Poste. Celle-ci ne mettra en vente, dans un premier temps, que les produits de l’Agence nationale de l’artisanat traditionnel (Anart) comme premier projet pilote, a indiqué la ministre de la Poste et des Technologies de l’information et de la communication, Houda-Imane Feraoun, à l’occasion de la cérémonie d’inauguration. En ajoutant que le choix de cet organisme s’explique par «la volonté de promouvoir le patrimoine algérien et de valoriser sa richesse artisanale et artistique». Ce n’est pas pour autant qu’il s’agit de e-commerce puisque «la loi légiférant cette activité n’est toujours pas validée malheureusement», a-t-elle regretté. En précisant que tout opérateur voulant adhérer à l’e-boutique d’Algérie Poste n’aura qu’à signer une convention avec celle-ci. Ces transactions se feront effectivement par le biais de la carte Edahabia qui permettra, en plus de la fonction de la carte CCP traditionnelle, d’effectuer des e-paie-

ments à travers Baridinet naturellement et les terminaux de paiement électroniques (TPE) notamment. Ainsi que de régler ses factures d’eau, de gaz, d’électricité et autres services dans un premier temps. Puis, elle pourra être utilisée «dans un futur proche» dans les stations de Naftal et pour payer ses conventions auprès des services de la Gendarmerie et de la police nationales auxquels des TPE seront distribués. Le premier lot de cartes

Edahabia au nombre de 5 millions sera réceptionné au courant de ce mois, a déclaré Sofiane Stof, directeur de la division de l’innovation et de la compétence. Pour ce qui est du second, de l’ordre de 10 millions de cartes, il sera livré au premier trimestre 2017. En attendant, la carte CCP classique «demeure opérationnelle le temps que l’utilisateur ait sa nouvelle carte et que ses données soient migrées vers la nouvelle plateforme». Le responsable explique que la réalisation de ces nouvelles cartes s’est faite en collaboration avec un partenaire russe et deux autres entreprises algériennes. A savoir HB Technologies pour

leur confection et Intervalles Technologies pour la sécurisation du circuit. «Le profil sécurisé d’Edahabia évitera tout clonage de celle-ci car ce sont les dernières innovations sécuritaires qui lui ont été incorporées». Pour revenir sur la praticité de cette carte, la ministre appelle les commerçants à se présenter au niveau d’Algérie Poste afin de se procurer les TPE, de nature mobile et connectés même en 3G ou 4G ; ils «permettront largement la vulgarisation de l’utilisation de la carte électronique». Selon elle, cette solution mettra définitivement un terme aux pénuries de monnaie. **N. B.**

GISEMENT DE HASSI R’MEL

## Sonatrach et JGC Japan signent un contrat de 595 millions de dollars

La compagnie nationale Sonatrach et son partenaire historique JGC Japan ont signé hier un contrat EPC pour le gisement de Hassi R’mel, un projet stratégique qui entre dans le cadre du plan de Sonatrach quant à poursuivre ses objectifs de développement. Le projet porte sur la «réalisation en EPC des installations de séparation et de compression entrée boosting phase III du champ de Hassi R’mel». La réalisation de cet ouvrage de grande envergure a été attribuée au consortium japonais JGC Corporation Japan/JGC Algeria, pour un montant qui dépasse les 140 milliards de DA équivalent à 595 millions de dollars. «Ces installations devraient nous permettre, à l’is-

sue de 38 mois fixés pour la réalisation de ce projet, de maintenir un plateau de production de gaz de 190 millions m³/jour (plus de 60 milliards de m³ de gaz par année)», a annoncé le P-dg de Sonatrach Mohamed Amine Mazouzi. Par ailleurs, M. Mazouzi a annoncé que l’année 2016 devrait clôturer avec un niveau de production primaire de près de 4 millions de TEP de plus par rapport à 2015, confirmant le retour à une croissance positive après des années de baisse. En matière d’exportations, l’année en cours devrait permettre à la Sonatrach d’exporter 11 millions de TEP de plus que l’année 2015. **Y. D.**

LE DG DE LA CASNOS MENACE LES CONTREVENANTS :

## «Tolérance zéro d’ici le mois de janvier»

**Les travailleurs non salariés ont jusqu’au 31 décembre prochain pour régulariser leur situation auprès de la Casnos. Au-delà de ce délai, la Caisse d’assurance sociale des travailleurs non salariés a décidé de passer à la répression.**

**Salima Akkouche - Alger (le Soir)** - Après une période de sensibilisation à large échelle, la Caisse sociale des travailleurs non salariés passe à l’action. Le directeur général de la Casnos est formel : «Au-delà du 2 janvier, nous sommes tenus de passer à la phase de coercition et nous contrôleurs serons sur le terrain et ferons les redressements nécessaires.» Selon Chawki Acheuk Youcef, «toutes personnes ayant un revenu sont tenues de cotiser et il est inadmissible qu’elles ne viennent pas déclarer leur revenu auprès de la Casnos».

Le DG de la Casnos, qui intervenait hier sur les ondes de la radio nationale Chaîne 3 a indiqué que la coercition peut aller jusqu’à la saisie et la conservation des biens pour récupérer les cotisations. Les agents de la Casnos peuvent aussi faire des affiliations d’office et les travailleurs non salariés seront tenus de payer leurs cotisations. Contrairement à ce qui a été prévu dans le cadre de la nouvelle loi de finances complémentaire en accordant des exonérations totales des pénalités de retard, les contrevenants devront payer des pénalités de retard. L’invité de la radio a cependant indiqué que l’adhésion au système de la Sécurité sociale des travailleurs non salariés a connu une augmentation. Ainsi, les non-salariés qui ont totalement régularisé leur situation sont au nombre de 950 000. «Un chiffre jamais atteint», reconnaît le DG de la Casnos qui a indiqué qu’il y a deux années de cela, ils étaient 550 000. L’adhésion à la Caisse a donc connu une augmentation de près de 400 000 adhérents suite aux nouvelles mesures introduites dans le cadre de la loi de finances complémentaire avec l’ouverture notamment de 137 nouvelles agences à travers le pays pour faciliter les déclarations des non-salariés. Cette démarche a permis à la Caisse de générer plus de 90% de recettes, soit l’équivalent de 76 milliards de dinars contre 43 milliards de dinars par rapport à la même période d’avant la loi de finances. Au total, selon le DG de la Casnos, les travailleurs non-salariés sont au nombre de trois millions. 1,8 million d’affiliés ne cotisent pas ou pas souvent et les 950 000 sont à jour. **S. A.**